



Un BUDGET
de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et répondre aux besoins
de la population

Communiqué du 14 novembre 2023

Non à la suppression de l'Aide Médicale d'Etat

Les associations, collectifs, comités, mutuelles, syndicats et forces politiques ci-dessous, engagés dans le « Tour de France pour la santé », sont scandalisés, comme de nombreuses organisations, par le vote infâmant du Sénat qui, le 7 novembre 2023, a acté la suppression de l'Aide Médicale d'Etat (AME).

Cette décision, dictée par la seule idéologie mortifère du rejet de l'autre et des plus fragiles, cumule des fautes majeures :

- **Un reniement éthique** : Renoncer à l'AME c'est bafouer le principe déontologique du soin inconditionnel à toutes et tous partagé par l'ensemble des soignant.e.s. C'est diffuser des contres vérités comme cette notion de « tourisme médical ». Toutes les Organisations Non Gouvernementales (ONG) savent que lorsqu'un.e exilé.e prend le risque de traverser la Méditerranée, il.elle fuit une situation de violence (guerre, famine, catastrophes climatiques, discriminations, atteinte à son intégrité physique, viols...) et ne vient pas pour se soigner. D'ailleurs, plus de la moitié des potentiel.le.s bénéficiaires de l'AME n'y ont pas recours.
- **Un non-sens en matière de Santé Publique** : Renoncer à l'AME c'est favoriser la détérioration de l'état de santé et la mise en danger des populations les plus vulnérables et par extension celle de toute la population. Quand les inégalités de santé se développent, la santé de toute la population en pâtit.
- **Une ineptie pour notre système de soins** : Renoncer à l'AME et donc à la prévention en soins primaires, c'est prendre le risque de délivrer des soins trop tardifs et en urgence pour des pathologies plus avancées, avec forcément des coûts plus importants. C'est également accroître le nombre de passages dans les services d'Urgence déjà saturés et en grandes difficultés de fonctionnement. Et c'est aussi rendre plus difficile le travail d'accompagnement social des populations les plus précaires.

Nous demandons instamment au gouvernement de s'y opposer et aux député.e.s de ne pas voter cette mesure injuste et dangereuse !

Nous affirmons notre attachement à un dispositif unique de protection maladie pour toute personne sur le territoire sans aucune discrimination. Une seule et même carte vitale pour toutes et tous ouvrant à chacun les mêmes droits et le même accès à des soins de qualité ne serait-elle pas la meilleure réponse à cette mesure scélérate ?

La Défenseure des Droits, le 12 mai 2023, renouvelait sa recommandation de fusionner l'AME avec L'Assurance maladie, de rompre avec un dispositif spécifique dédié aux étrangers et étrangères en situation irrégulière pour promouvoir une protection santé universelle. Voilà la voie à suivre !



Les signataires :

Syndicats : Fédération des orthophonistes de France, Fédération CGT Santé Action Sociale, Fédération Syndicale Unitaire, Fédération Sud Santé Sociaux, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Union fédérale Médecins, ingénieurs, cadres et techniciens-CGT, Union syndicale de la psychiatrie, Union syndicale des médecins de centres de santé, Union syndicale Solidaires

Mutuelles : Fédération des Mutuelles de France, Mutuelle Mutami

Associations, collectifs, comités : Act Up Sud-Ouest, Appel des Appels, Association des Médecins Urgentistes de France, Association Nationale des Centres d'IVG et de Contraception, ATTAC, Cerises la coopérative, Collectif Avortement en Europe les femmes décident, Collectif Inter-Hôpitaux, Collectif Inter-Urgences, Collectif des Médecins Généralistes pour l'Accès aux soins, Collectif national pour les droits des femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Conseil National des Associations Familiales laïques, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services public, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Femmes égalité, Femmes solidaires, Fondation Copernic, Humapsy, La Santé Un Droit Pour Tous, Le Fil Conducteur Psy, Les Essentiel.le.s du Lien et du Soins, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, Notre Santé en Danger, People's Health Movement, Planning familial, Pratiques les cahiers de la médecine utopique, Printemps de la Psychiatrie, Printemps du Care, Réseau des centres de santé communautaires, Résistance sociale

Organisations locales et régionales : ATTAC Lille, CoDeHSa-Trégor.22, CGT Ensemble des Personnels d'Insertion 59/62, Collectif de défense de l'hôpital de Concarneau, Collectif 37 Notre Santé en Danger, Collectif des personnels hospitaliers de Saint-Denis (CPHSD), Collectif Santé Pays-Haut (54), Collectif de soutien aux sans-papiers et demandeurs d'asile Loir-et-Cher, Collectif "Sauvons l'hôpital de Chinon", Collectif Tenon pour l'IVG, Comité ivryen pour la Santé et l'Hôpital public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Le Manifeste Comité St Affrique-Millau, La Case de Santé Centre de santé et Pôle Santé-Droits Toulouse, Le Village 2 santé Centre de santé communautaire à Echirrolles (38), Planning familial du Nord, Planning familial Val de Marne, Solidaires Seine St Denis, Ligue des Droits de l'Homme Loir et Cher, Ligue des Droits de l'Homme Haute Garonne, Sud Santé Sociaux Haute Garonne, Sud Santé Sociaux Seine St Denis, Union Départementale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires Haute Garonne- Union Syndical Départementale Santé Action sociale CGT du Rhône

Organisations politiques : ENSEMBLE !, Les Ecologistes-EELV, France Insoumise, Gauche démocratique et Sociale, Gauche écosocialiste, Génération.s, Mouvement des progressistes, Nouvelle Donne, Parti Communiste Français, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Nouveau Parti Anticapitaliste

Contacts : tour-france-sante-plfss@mailo.com

